

Communication Congrès AIFRIS 2017 (Montréal)

Les Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) en Belgique : Action sociale et Solidarité au niveau local

Nikola GERIN¹

Préambule :

Dans le cadre d'une thèse de doctorat que nous menons au sein de la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université de Mons (Belgique), nous ambitionnons d'analyser les conceptions et pratiques de l'action sociale locale, via la focale d'observation que représentent les CPAS.

Ainsi, notre première phase de recherche nous amène à analyser les contrats d'objectifs des Directeurs Généraux de CPAS. Le 18 avril 2013, le Parlement wallon a adopté deux décrets visant à moderniser les administrations locales. Dans ce contexte, le Directeurs Généraux de CPAS se sont vu assigner la responsabilité de créer et de mettre en œuvre un contrat d'objectifs.

Au travers de l'axe2 du congrès : « Les expérimentations et la mise en œuvre des solidarités aujourd'hui », nous souhaitons via un compte-rendu de recherche, mettre en avant les premiers résultats de notre analyse. En effet, signalons que cette étape de recherche fera ultérieurement l'objet d'une publication structurée.

¹ Assistant social de formation (HEH Mons) / Licencié en sciences sociales - travail social (ULB) / Doctorant psychologie et sciences de l'éducation (Umons)

Directeur des services sociaux du CPAS de Quaregnon (Belgique)

Maître Assistant Référent en sciences sociales (HEH Mons / HEP Condorcet)

Contextualisation :

Nous préciserons dans un premier temps les éléments de compréhension du cadre « CPAS ».

Les centres publics d'action sociale (CPAS) représentent le symbole de l'action sociale locale en Belgique. En effet, chaque entité locale, de la plus petite commune, à la plus importante des villes, dispose d'un CPAS.

Tirillés entre leurs deux grandes balises législatives... :

- D'un côté, la loi du 08 juillet 1976 Organique des CPAS, édifiant le principe de dignité humaine comme guide central de toutes les actions des centres (de l'aide individuelle au développement de projets d'action sociale locale) ;
- De l'autre, la loi du 26 mai 2002, instaurant le Droit à l'Intégration Sociale et spécifiquement l'activation sociale par l'emploi ;

... Les CPAS témoignent des conceptions et des pratiques d'action sociale dominantes au niveau « municipal ».

Au départ d'une définition de l'action sociale (Ladsous, 2004), nous aborderons ensuite plus spécifiquement la question des contrats d'objectifs des Directeurs Généraux.

Nous exposerons enfin la méthode d'analyse de contenu (Bardin, 1977 ; Van Der Maren, 2004) utilisée pour les besoins de la recherche.

Les informations issues des analyses de contenu

Au cours de la présentation, nous communiquerons des informations émanant des six contrats d'objectifs analysés à ce jour.

En l'espèce, nous aborderons :

- Les formes et méthodologies de constitution très différentes des contrats d'objectifs.
- Les partenariats envisagés entre le CPAS et d'autres acteurs du territoire. Cela pourra nous éclairer sur les éventuelles solidarités institutionnelles ou organisationnelles.
- Les publics précarisés, visés par les contrats d'objectifs.

- Les facteurs de risque pouvant nuire à l'action sociale et aux différentes formes de solidarité. Nous pensons notamment aux impacts de l'idéologie gestionnaire dans les différentes sphères de la société, et en particulier dans le champ de l'intervention sociale (De Gaulejac, 2005, Chauvière, 2010).
- Les différentes formes de solidarité repérées (Supiot, 2015), au travers des dispositifs d'action sociale affichés dans les contrats d'objectifs.

Conclusions et perspectives

Nous terminerons l'exposé par quelques informations de synthèse. Et en posant une lecture positiviste sur ces contrats d'objectifs, nous aurons fait émerger les éléments qui les composent. Nous pourrions ensuite nous permettre d'avancer ce qu'ils ne comportent pas, toujours en rapport avec l'objectif de maximiser les phénomènes de solidarité, plutôt que ceux relatifs à l'exclusion des publics vulnérables.

Nous avancerons enfin les perspectives envisagées pour la suite de la recherche doctorale.

Bibliographie

Bardin, L. (1977). L'analyse de contenu. Paris. France : Presses universitaires de France

Barreyre, J-Y., Bouquet, B. (1995). Nouveau dictionnaire critique de l'action sociale. Paris. France : Bayard

Chauvière, M. (2010). Trop de gestion tue le social. Paris. France : La Découverte

De Gaulejac, V. (2005). La société malade de la gestion. Paris. France : Ed. du Seuil

De Gaulejac, V. (2015). Le capitalisme paradoxant. Paris. France : Ed. du Seuil

Hamzaoui, M. (2002). Le travail social territorialisé. Bruxelles. Belgique : Ed. ULB

Ladsous, J. (2004). L'action sociale aujourd'hui. Rammonville sainte ange. France : Ed. Eres

Moine, A., Sorita, N. (2015). Travail social et territoire. Rennes. France : Presses de l'EHESP

Pagano, G. (2013). CPAS au coeur des défis sociétaux. Bruges. Belgique : Vanden broele

Paugam, S. (2007). Repenser la solidarité. Paris. France : Presses universitaires de France

Quivy, R., Van Campenhoudt, L. (2011). Manuel de recherche en sciences sociales. Paris. France : Dunod

Rocher, G. (1968). Introduction à la sociologie générale. L'action sociale. Paris. France : Ed du Seuil

Supiot, A. (2015). La solidarité, enquête sur un principe juridique. Paris, France : Odile Jacob

Van Der Maren, JM. (2004). Méthodes de recherche pour l'éducation, Ed. De Boeck, 2^{ème} édition, Bruxelles